**CP Lactalis**

Le ministre de l’Economie, Bruno Le Maire, reçoit aujourd’hui les dirigeants de l’entreprise Lactalis, après avoir convoqué hier les représentants de la grande distribution suite au scandale du lait contaminé à la salmonelle.

Si la responsabilité de la grande distribution et du groupe Lactalis dans ce scandale sanitaire est indéniable et gravissime, la lenteur de la réaction du gouvernement révèle une négligence coupable.

Les premiers cas de contamination à la salmonelle ont été repérés dès septembre dernier. En dépit de ces premières alertes, les premiers retraits du lait contaminé n’ont été ordonnés par le ministère de la santé que le 2 décembre dernier. Les contaminations continuant, il a fallu attendre un arrêté ministériel du 9 décembre pour qu’une réelle réaction du gouvernement ait lieu et que la commercialisation des laits infantiles soit suspendue ainsi que 600 lots rappelés. La convocation en urgence par le ministre de l’Economie des représentants de la grande distribution et de Lactalis ne saurait masquer la défaillance du gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire.

Si Lactalis et la grande distribution sont les responsables directs de ce nouveau scandale sanitaire, il est évident que la baisse constante des budgets des services de l’Etat, et notamment des administrations de contrôle comme la DGCCRF, laisse la puissance publique de plus en plus démunie dans ses missions essentielles de garantie de santé publique et de protection de nos concitoyens. Au plus fort de la crise sanitaire, la DCCRF a dû réagir sous la contrainte d’un manque cruel de moyens. Entre 2010 et 2012, 305 emplois ont été supprimés à la DGCCRF. Après avoir été pérennisés sous le quinquennat de François Hollande, les moyens de la DGCCRF baissent de nouveau. Ce sont 45 postes de contrôleurs qui disparaitront en 2018. Cette crise montre les limites des engagements des lobbies de l’agroalimentaire et de la grande distribution en matière d’autocontrôles. Les consommateurs et les citoyens doivent pouvoir compter sur la puissance publique pour lutter contre les risques sanitaires graves qu’illustre en l’espèce la vente de lait empoisonné par une bactérie, contre la tromperie économique qu’illustre le dieselgate ou l’obsolescence programmée qu’illustre la plainte contre Apple.

Il est urgent d’arrêter la saignée et de recruter des contrôleurs de la DGCCRF quand on sait en outre, que l’application prochaine du CETA (traité de libre échange avec le Canada) fera courir le risque en l’absence de contrôle, de laisser pénétrer dans nos magasins des produits transgéniques ou contenant des substances interdites en France.

Génération-s demande donc :

* un plan de recrutement exceptionnel de contrôleurs de la DGCCRF pour reconstituer une couverture homogène et efficace du territoire par les services de la répression des fraudes.
* l’augmentation des moyens alloués aux associations représentatives des consommateurs
* la nomination d’un-e ministre de la consommation qui assure un pilotage politique sérieux de ce secteur essentiel
* l’intégration au projet de loi alimentation mesures de soutien à une alimentation de qualité pour tous : soutien à l’agriculture biologique, généralisation de l’alimentation bio dans la restauration scolaire, développement de la filière du commerce équitable, interdiction des pesticides dangereux et des perturbateurs endocriniens présents dans l’alimentation, rééquilibrage des négociations commerciales au profit des producteurs.
* La dénonciation de l’accord de libre échange avec le Canada